

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

PRÉFECTURE

**DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT**

**Bureau de la Réglementation et de
l'Environnement**

Renouvellement et extension d'une autorisation
d'exploiter une carrière sur le territoire de la
commune de Marmagne
Lieu-dit « Les Camuzeaux »

LE PREFET de SAONE-et-LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

SAS GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE
Lieu-dit « Pont de Colonne »
21230 ARNAY LE DUC

N° 11-00174

- Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V,
- Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive modifiée par la loi n° 2003-707 du 1^{er} août 2003,
- Vu le schéma départemental des carrières de Saône et Loire approuvé le 29 mai 2001,
- Vu le dossier de demande présenté le 20 novembre 2009 par la société GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE dont le siège social est situé lieu-dit « Pont de Colonne » – 21230 Arnay-le-Duc en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une carrière de matériaux granitiques et ses installations annexes sur le territoire de la commune de Marmagne,
- Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 8 février 2010,
- Vu la décision en date du 25 février 2010 du président du tribunal administratif de Dijon portant désignation du commissaire - enquêteur,
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 16 mars 2010 ordonnant l'organisation d'une enquête publique,
- Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur,
- Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés,
- Vu le rapport et les propositions en date du 17 novembre 2010 de l'inspection des installations classées,
- Vu l'avis en date du 13 décembre 2010 de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – Formation Carrières – au cours de laquelle le demandeur a été entendu,
- Vu les observations formulées par courrier du 20 décembre 2010 par le demandeur sur le projet d'arrêté porté à sa connaissance le 15 décembre 2010,

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

CONSIDERANT que les moyens et dispositions prévus par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation, ainsi que la prise en compte des observations formulées par les services lors de leur consultation et des propositions faites au commissaire enquêteur au cours de l'enquête publique, sont de nature à limiter l'impact du projet sur l'environnement,

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,
 CONSIDERANT que la carrière a déjà été autorisée et que son renouvellement et son extension sont conformes aux orientations du schéma départemental des carrières,
 CONSIDERANT que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à limiter l'impact résiduel de la carrière,
 Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRETE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Chapitre 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La SAS GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE dont le siège social est situé lieu-dit « Pont de Colonne » – 21230 Arnay-le-Duc est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Marmagne, au lieu-dit "Les Camuzeaux", une carrière de matériaux granitiques et ses installations annexes répondant aux caractéristiques établies à l'article 1.2.1.

Article 1.1.2 - Abrogation des actes administratifs antérieurs

Les prescriptions du présent arrêté, à leur date d'effet, se substituent aux dispositions imposées par l'arrêté préfectoral n° 99 -0416/2-2 du 26 février 1999.

Chapitre 1.2 - Nature des installations

Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Désignation de l'activité	Niveau d'activité	Rubrique de la nomenclature	Régime
Exploitation des carrières au sens de l'article 4 du code minier	Production moyenne : 400 000 t/an Production maximale : 500 000 t/an	2510-1	A
Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW	Puissance maximale des Installations de traitement : 1505 kW	2515-1	A
Dépôt de liquides inflammables	Capacité équivalente totale : 10,92 m³	1432-2-b	D
Station service (non ouverte au public)	Volume annuel équivalent inférieur à 100 m³	1435	NC
Station de transit de produits minéraux solides	10 000 m³	2517-1	NC
Atelier de réparation et d'entretien d'engins à moteur	350 m²	2930	NC
Installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives >10 ⁵ Pa	11kW	2920	NC

A : autorisation ; D : déclaration ; NC: non classable

Autre activité :

Activité d'apport de déchets inertes par des clients BTP de la carrière	Quantité précisés au tableau à l'article 2.5.3 Volume total sur la durée de l'exploitation : 1 040 000 m³	NC
---	---	----

Article 1.2.2 - Description des installations

L'établissement, objet de la présente autorisation, est composé principalement des installations suivantes :

- une carrière à ciel ouvert, sur les parcelles énumérées dans les tableaux ci-dessous, conformément au plan constituant l'annexe 1 du présent arrêté :

Parcelles demandées en renouvellement (surface de 51ha 64a 09ca) :

Commune	Section	N° de parcelles	Surface autorisée (m²)
Marmagne	C	236	17 900
		247	21 945
		248	4 850
		249	6 235
		250	3 590
		252	12 756
		411	44 830
		412	38 620
		413	21 598
		414	6 962
		415	18 880
		420	1 998
		421	4 927
		422	10 315
		425	3 444
		430	8 158
		480	1 987
		481	80 178
		482	32 728
		674 (ex 483 et 484)	55 115
		488	16 890
		508	4 080
		509	35 049
		565	5 828
		567	7 229
		568	931
		569	10 262
		570	8 790
		571	5 108
		574	5 193
		581	8 407
		582	2 001
		613	6 469
		615	3 156

Parcelles demandées en extension (surface de 0,5ha) :

Commune	Section	N° de parcelles	Surface autorisée (m²)
Marmagne	C	632	5 000

- des installations de traitement de matériaux,
- un atelier de réparation et d'entretien,
- un pont-bascule et un local à usage de bureaux,
- une station de transit de matériaux,
- deux verses de stockage de déchets inertes et de terres non pollués.

Article 1.2.3 - Phasage

L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 6 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation et conformément au tableau suivant :

Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface mise en exploitation (m ²)	Dont extension	Quantité à extraire (tonnes)
1	2011	53 333	5 000	2 000 000
2	2016	45 333	5000 (jusqu'à fin 2018)	1 700 000
3	2021	45 333	-	1 700 000
4	2026	50 667	-	1 900 000
5	2031	45 333	-	1 700 000
6	2036	42 667	-	1 600 000

L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.

Conformément au schéma départemental des carrières, **l'exploitation et la remise en état de la parcelle 632 concernant l'extension de la carrière sur une surface de 0,5 ha est terminée avant fin 2018**. Douze mois avant l'arrêt de l'exploitation, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt et procède aux démarches prévues aux articles R512.39.1 à R512.39.6 du code de l'environnement.

Chapitre 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

La carrière, objet du présent arrêté, est disposée, aménagée et exploitée conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, notamment dans l'étude d'impact. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Chapitre 1.4 - Capacité de production et durée de l'autorisation

Article 1.4.1 - Durée de l'autorisation

En application de l'article R512-74 du code de l'environnement, la présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 30 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site (cf. article 1.7.5). L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée 12 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

Article 1.4.2 - Capacité de production

Le tonnage total de matériaux à extraire est de 10 600 000 tonnes. La production brute annuelle de matériaux produits est de 400 000 tonnes avec la possibilité d'amener la production annuelle maximale à 500 000 tonnes. La production moyenne doit être respectée sur 3 années glissantes. Le tonnage total, sur la période d'autorisation, ne dépassera pas 10 600 000 tonnes. Les justificatifs correspondants sont à tenir à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 1.4.3 - Substances exploitées

L'autorisation est accordée pour l'exploitation de matériaux granitiques par abattage à l'explosif. Les matériaux produits sont destinés aux besoins des chantiers du bâtiment et des travaux publics présents dans les secteurs Creusot-Montceau et Autun.

Chapitre 1.5 - Périmètre d'éloignement

Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Servitude relative au chemin de fer :

Tous travaux, notamment les travaux de démontage des installations situées en bordure Nord de l'emprise du site sont réalisés en concertation avec les services de RFF et de la SNCF compte tenu de l'existence de la servitude relative à la voie ferrée de Chagny.

Servitude PT1 relative à la protection du centre de réception radioélectrique du Creusot :

L'exploitant n'utilise aucun appareil électrique sur le site susceptible de causer des perturbations du réseau. En cas d'utilisation ou de mise en service de matériel particulier, l'exploitant effectue une demande d'autorisation préalable auprès du service compétent.

Lignes électriques :

L'exploitation respecte l'arrêté technique interministériel du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique, le décret 2008-244 du 7 mars 2008 et les articles R4534-107 et suivants du code du travail concernant les travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques.

En cas de modification de ces ouvrages, l'exploitant doit contacter en préalable ERDF. L'exploitant doit, entre autre, prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas s'approcher à moins de 3 mètres de ce type de réseau (personnes, engins, matériels...) pendant toute la durée de l'exploitation.

Chapitre 1.6 - Garanties financières

Article 1.6.1 - Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.2 de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site.

Article 1.6.2 - Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est indiqué dans le tableau ci-dessous pour chaque phase :

Périodes considérées	Montants (en euros TTC)
Phase 1	1 047 055.42
Phase 2	1 044 472.44
Phase 3	942 019.32
Phase 4	991 409.23
Phase 5	929 034.48
Phase 6	1 094 229.58

Les montants ci-dessus ont été déterminés avec un indice TP01 égal à 651,3 correspondant au mois de juin de l'année 2010. Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence qu'il convient de réactualiser selon les prescriptions de l'article 1.6.4.

Article 1.6.3 - Etablissement des garanties financières

L'exploitant adresse au préfet en même temps que la déclaration de début des travaux, le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par la réglementation.

Article 1.6.4 - Renouvellement et actualisation des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance de l'acte de cautionnement.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes définies par l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié.

Compte tenu de l'évolution de l'indice TP01, le montant des garanties financières est actualisé au moins tous les cinq ans.

L'actualisation du montant des garanties financières interviendra au début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie à l'article 1.6.2. Ce montant est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 (modifié le 24 décembre 2009).

L'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du coût de la remise en état nécessite une augmentation du montant des garanties financières.

Article 1.6.5 - Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514-1 de ce code. Conformément à l'article L.514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 1.6.6 - Appel des garanties financières

Le préfet fait appel à l'organisme de caution solidaire ayant fourni l'attestation de garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après que la mesure de consignation prévue à l'article L514-1 du code de l'environnement ait été rendue exécutoire ;
- soit en cas de disparition physique ou juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Article 1.6.7 - Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue par les articles R512.39.1 à R512.39.6 du code de l'environnement, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

Chapitre 1.7 - Modifications et cessation d'activité

Article 1.7.1 - Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.7.2 - Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.7.3 - Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement (parcelles non visées à l'article 1.2.2) des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

Article 1.7.4 - Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant des installations visées au présent arrêté est soumis à autorisation préfectorale préalable.

Conformément aux dispositions de l'article R516.1 du code de l'environnement, le nouvel exploitant doit adresser à monsieur le préfet un dossier de demande d'autorisation de changement d'exploitant comprenant notamment :

- une demande signée conjointement par le cédant et le nouvel exploitant,
- les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant,
- la constitution des garanties financières par le nouvel exploitant,
- l'attestation du nouvel exploitant du droit de propriété ou d'utilisation des terrains, y compris le maintien de façon permanente des accès aux parcelles privées enclavées.

Article 1.7.5 - Cessation d'activité

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Au moins 6 mois avant la date de l'arrêt définitif ou la date d'expiration de l'autorisation, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt et procède aux démarches prévues aux articles R512.39.1 à R512.39.6 du code de l'environnement.

L'exploitant peut déclarer, dans les mêmes conditions que celles précisées ci-avant, l'arrêt définitif d'une partie significative de son site autorisé lorsqu'il y procède à la remise en état définitive des lieux.

Chapitre 1.8 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Dijon:

- par le demandeur ou l'exploitant dans le délai de 2 mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans le délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Chapitre 1.9 - Arrêtés, circulaires, instructions applicables

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
29/07/05	Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi de déchets dangereux
09/02/04	Arrêté du 9 février 2004 (modifié le 24/12/09) relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
22/09/94	Arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières (modifié le 5 mai 2010) .

Chapitre 1.10 - Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le règlement général des industries extractives, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Chapitre 2.1 - Aménagements préliminaires

Article 2.1.1 - Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Article 2.1.2 - Bornage

L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation carrière.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue par les articles R512.39.1 à R512.39.6 du code de l'environnement.

Article 2.1.3 - Information du public

L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents, son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Des panneaux de signalisation doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre de(s) l'accès au site.

Article 2.1.4 - Clôture et barrières

Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin ...) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.

Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le(s) chemin(s) d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.

Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont munies de panneaux signalant leur caractère potentiellement dangereux (risque de noyade).

Article 2.1.5 - Accès à la voirie

Le débouché des voies de desserte de la carrière sur la voirie publique doit être signalé et ne pas créer de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

L'exploitant prend toute disposition pour limiter l'épandage de boue ou de matériaux sur la voirie publique notamment en mettant en place un dispositif de nettoyage des roues pour l'ensemble des véhicules sortant de la carrière ainsi qu'un système d'aspersion d'eau au dessus du chargement.

Un contrôle du chargement est assuré systématiquement à la bascule avant libération du chargement et l'exploitant s'assure du bâchage des véhicules.

L'activité d'apport de matériaux inertes BTP n'augmente pas le trafic des camions issus de l'activité puisqu'il s'agit de camions qui arrivent sur la carrière pour être chargés en granulats.

Article 2.1.6 - Déclaration de début d'exploitation

Avant d'engager les travaux d'exploitation, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet, en deux exemplaires, une déclaration de début d'exploitation. Cette déclaration doit attester de la réalisation des aménagements imposés aux articles 2.1.2 à 2.1.5 ci-avant, elle doit être accompagnée de l'attestation de constitution des garanties financières telles que prescrites à l'article 1.6.3.

Chapitre 2.2 - Conduite de l'exploitation

Article 2.2.1 - Défrichement-Déboisement

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation hors des périodes de reproduction de la faune ; pour la partie nord, hors période d'hibernation du crapaud sonneur à ventre jaune et hors période de nidification des oiseaux. Il doit être évité par temps sec et venteux.

Un reboisement compensatoire au sein et en dehors de la carrière sera réalisé (voir demande de défrichement).

Article 2.2.2 - Patrimoine Archéologique

Article 2.2.2.1 - Déclaration

En application de la réglementation sur les fouilles archéologiques et des textes concernant la protection du patrimoine archéologique, l'exploitant doit signaler sans délai, au service régional d'archéologie, toute découverte archéologique faite fortuitement lors des travaux d'exploitation et prendre toutes mesures nécessaires à la conservation des vestiges mis à jour jusqu'à l'arrivée d'un archéologue mandaté par le service régional d'archéologie.

Article 2.2.2.2 - Diagnostic archéologique

Le projet ne donne pas lieu à prescription archéologique.

Article 2.2.3 - Méthode d'exploitation

Article 2.2.3.1 - Technique de décapage

Le décapage des terrains superficiels doit être progressif à l'avancement des travaux d'extraction hors des périodes de reproduction de la faune et pour la partie nord, hors période d'hibernation du crapaud sonneur à ventre jaune. Le décapage est limité aux stricts besoins afin de préserver au mieux le capital grainier des espèces végétales présentes sur le site. Il est évité par temps sec et venteux.

Il est réalisé de manière sélective de façon à séparer les terres végétales des stériles. Le stockage des terres ne doit pas se faire sur une hauteur supérieure à 2 m de telle manière qu'elles conservent leur qualité de support pour la végétation.

Les terres de décapage sont utilisées pour la remise en état ou mises en dépôt sur les versants 1 et 2 sur le site.

Article 2.2.3.2 - Epaisseur d'extraction

La bordure haute de l'excavation se situera au maximum à 450 NGF au sud de la carrière et à 430 NGF à l'ouest et à l'est. La hauteur maximale des gradins ne dépasse pas 15 m. En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous de la cote de 317 m NGF.

Article 2.2.3.3 - Méthode d'exploitation

Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert et à flanc de coteau avec remise en état des surfaces exploitées de façon coordonnée à l'avancement. Cette activité est effectuée suivant cinq étapes :

- défrichage des secteurs boisés,
- décapage des matériaux de découverte,
- reprise des matériaux abattus à la pelle hydraulique,
- traitement des matériaux,
- remise en état de la carrière.

L'extraction se fait par abattage à l'explosif en volées successives avec une moyenne de 2 tirs/mois. Les plans de tirs ainsi que les tirs sont réalisés conformément à la réglementation en vigueur de manière à limiter les vibrations et interdire les projections à l'extérieur du site.

Les matériaux extraits lors du décapage sont utilisés pour la remise en état des terrains exploités précédemment.

Les travaux d'exploitation progressent conformément aux plans de phasage présents en annexe 2.

Article 2.2.3.4 - Stockage des matériaux

Le stockage des matériaux et des stériles se fait conformément aux emplacements prévus dans le dossier. Les terres et stériles doivent être stockés séparément, ils sont destinés à la remise en état des lieux. Aucune autre destination ne peut être donnée aux matériaux de découverte de la carrière.

Les terres de découvertes et les stériles sont considérés comme des déchets inertes et des terres non polluées s'ils satisfont aux critères définis à l'annexe 1 de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié le 5 mai 2010. L'exploitant s'assurera du respect des critères définis dans l'annexe susvisée avant le démarrage de l'exploitation.

Article 2.2.3.5 - Evacuation et destination des matériaux

Les matériaux extraits sont évacués, après traitement, vers les lieux d'utilisation par voie routière conformément aux itinéraires définis dans le dossier de demande d'autorisation notamment en empruntant la route nationale 80 via le chemin communal dit « des Camuzeaux ».

L'évacuation des matériaux par la route ne peut être réalisée que du lundi au vendredi (samedis, dimanches et jours fériés exclus) entre 7h et 18h.

L'exploitant veille au respect du chargement des véhicules sortant du site.

Chapitre 2.3 - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Chaque surface en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) est limitée au minimum afin de réduire l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Chapitre 2.4 - Plan d'évolution

L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan doivent être reportées :

- les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m,
- les positions des fronts,
- les cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- les installations fixes de toute nature (bascules, locaux, installations de traitement,...),
- les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte, de stockage de matériaux inertes.
- les bornes,

Ce plan, mis à jour annuellement, doit être transmis tous les 5 ans à l'inspecteur des installations classées à chaque renouvellement ou actualisation des garanties financières.

Chapitre 2.5 - Remise en état du site

Article 2.5.1 - Principes

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu de l'avancement de l'exploitation et des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Il doit notifier l'achèvement de chaque phase de remise en état à la DREAL et justifier de la qualité de la remise en état à l'aide de documents probants (plans, photographies...). En cas d'inobservation des obligations de remises en état, toute nouvelle autorisation d'exploitation peut être refusée. Les plans de phasage sont annexés au présent arrêté (annexe 2).

En fond d'extraction, il subsistera (voir annexe 3) :

- une fouille présentant un front de taille garantissant la sécurité des biens et des personnes,
- deux verses (constituées des matériaux non valorisables de la carrière et de déchets inertes extérieurs provenant du BTP) présentant une pente de stabilité se rapprochant des terrains d'origine,
- un plan d'eau (accumulation des eaux de ruissellement après arrêt du pompage).

Article 2.5.1.1 - Secteur Ouest de la carrière

La remise en état du secteur ouest de la carrière sera à priorité végétale. Les deux verses seront boisées dans le prolongement des zones boisées riveraines afin de créer une continuité paysagère.

La verse 1, implantée en périphérie nord/ouest de la fouille, s'établira sur les quinze premières années. Le volume d'accueil de cette verse est de 840 000 m³. Dès la cinquième année, la partie inférieure de cette verse sera réaménagée. La remise en état de cette verse se fera en parallèle de l'avancement de l'exploitation et sera terminée dès la vingtième année. Un fossé latéral existe et collecte les eaux en provenance des terrains voisins à l'extrémité ouest de la verse.

La verse 2 consistera à combler une partie de la fouille à l'ouest. Cette opération commencera dès la 16ème année, lorsque la zone à remblayer aura été entièrement extraite.

Les deux verses, constituées par les matériaux de découvertes, des déchets de production issus de la carrière et par des déchets inertes provenant des chantiers de BTP, seront ensemencées afin d'éviter l'érosion des pentes par les eaux de ruissellement. La densité de plantation sur la verse 1 et au sommet de la verse 2 sera de l'ordre de 2500 plants/hectare avec une proportion d'arbustes de 60 % accompagné de 40 % d'arbres. Le choix des espèces végétales se portera sur : aulne cordé et blanc, prunellier, alisier blanc et des oiseleurs, charme, poirier, noisetier, sureau, orme...

Article 2.5.1.2 - Secteur Est de la carrière

La remise en état du secteur Est de la carrière sera à priorité minérale, un modelage du front sera effectué en créant une diversité de hauteurs de gradins. Pour cela, les opérations suivantes seront effectuées :

- abaissements ponctuels de banquettes (rupture de l'horizontalité en agrandissant le gradin supérieur et en réduisant le gradin inférieur),
- talutage partiel de gradins avec des apports de matériaux de remblai. Ces talus seront végétalisés,
- création d'un jeu de falaises par suppression complète de banquette,
- introduction sur les banquettes de merlons de terre végétalisés.

La remise en état de la partie sommitale du front de taille sera réalisée à l'issue de la 15ème année.

La restitution de milieux propices pour la faune présente sur le site sera réalisée (annexe 4) :

- création d'éboulis favorables aux reptiles (mises en place sur les banquettes résiduelles),
- création de falaises favorables aux oiseaux rupestres comme le hibou grand duc et l'hirondelle des rochers (le sous-cavage est interdit),
- maintien de banquettes horizontales rocheuses favorables aux petits gravelots,
- création de mares favorables aux amphibiens (aux abords du plan d'eau, sur les verses et sur la plateforme de traitement résiduelle).

Article 2.5.2 - Remise en état finale

La remise en état définitive du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé doit être achevée 3 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.

En fin d'exploitation, le site doit être rendu conforme au plan annexé au présent arrêté (annexe 1).

Par ailleurs, les dispositions suivantes sont notamment réalisées :

- évacuation de l'ensemble des déchets et installations du site, y compris les installations de traitement des matériaux et les blocs béton,
- enlèvement des ateliers, pont bascule, bureau,
- enlèvement de la signalisation réglementaire relative à l'activité d'exploitation de la carrière,
- enlèvement des transformateurs,
- sécurisation des fronts résiduels et des gradins (purge).

Article 2.5.3 - Remise en état, remblayage de la carrière et stockage de déchets inertes

Le remblayage ne peut avoir lieu que sur les parcelles prévues dans le dossier de demande d'exploiter déposé par l'exploitant. Il est réalisé prioritairement avec les déchets inertes et les terres non polluées issus de l'exploitation puis avec l'apport de déchets inertes extérieurs.

Les matériaux non valorisables constitués par la découverte et les produits de purge des failles rencontrées dans le gisement sont utilisés pour la remise en état de la carrière telle que définie dans les plans de phasage.

Les verses seront constituées de déchets inertes et de terres non polluées issus de l'exploitation ainsi que d'apports extérieurs de déchets inertes issus du BTP selon le phasage suivant :

Phase	Découverte et matériaux non valorisables (en m ³)	Apports extérieurs (en m ³)
Phase 1	190 000	120 000
Phase 2	75 000	120 000
Phase 3	130 000	200 000
Phase 4	330 000	200 000
Phase 5	110 000	200 000
Phase 6	40 000	200 000
Volume total	875 000	1 040 000

Le stockage (verse 1 et 2) de déchets inertes et de terres non polluées est construit, géré et entretenu, en cohérence avec les préconisations de stockage définies dans le dossier de demande d'autorisation, de manière à assurer sa stabilité physique et à prévenir toute pollution.

Préalablement au démarrage de la constitution des verses, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées l'étude technique de stabilité de ces verses ainsi que l'analyse de risques telle que définie à l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 visant notamment à identifier l'ensemble des risques et la gravité des conséquences associées aux défaillances potentielles de l'installation et à déterminer si l'installation de gestion de déchets relève de la catégorie A au regard de l'annexe III de la directive 2006/21/CE. A ce titre, l'analyse de risques doit prendre en considération les risques d'effondrement du stockage susceptibles de donner lieu à un accident majeur. En cas de risques de perte d'intégrité des verses, l'exploitant doit respecter les prescriptions des articles 7 à 9 de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010.

L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques géochimiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockages. Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les seuls déchets provenant de l'extérieur acceptés pour les opérations de remblayage et de remise en état de la carrière sont ceux visés aux rubriques suivantes de la nomenclature déchet :

Code	Descriptions
17 01 01	Bétons : déchets de construction et de démolition triés
17 01 03	Tuiles et céramiques : déchets de construction et de démolition triés
17 01 02	Briques : déchets de construction et de démolition triés
17 05 04	Terres et cailloux non pollués
17 01 07	Mélange de bétons, tuiles, briques et céramiques non pollués : déchets de construction et de démolition triés

Une terre est considérée comme non polluée dès lors que ses caractéristiques sont cohérentes avec le fond géochimique et géophysique naturel local.

Sont considérés comme déchets inertes, au sens de cet arrêté, les déchets répondant, à court terme comme à long terme, à l'ensemble des critères suivants :

- les déchets ne sont susceptibles de subir aucune désintégration ou dissolution significative, ni aucune autre modification significative, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ;
- les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 0,1 %, ou les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 1 % et le ratio de neutralisation, défini comme le rapport du potentiel de neutralisation au potentiel de génération d'acide et déterminé au moyen d'un essai statique prEN 15875, est supérieur à 3 ;
- les déchets ne présentent aucun risque d'autocombustion et ne sont pas inflammables ;
- la teneur des déchets, y compris celle des particules fines isolées, en substances potentiellement dangereuses pour l'environnement ou la santé humaine, et particulièrement en certains composés de As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn, est suffisamment faible pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement, tant à court terme qu'à long terme. Sont considérées à cet égard comme suffisamment faibles pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement les teneurs ne dépassant pas les seuils fixés au niveau national pour les sites considérés comme non pollués, ou les niveaux de fond naturels nationaux pertinents ;
- les déchets sont pratiquement exempts de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine.

Des déchets peuvent être considérés comme inertes sans qu'il soit procédé à des essais spécifiques dès lors qu'il peut être démontré à l'autorité compétente, sur la base des informations existantes ou de procédures ou schémas validés, que les critères définis au paragraphe précédent ont été pris en compte de façon satisfaisante et qu'ils sont respectés.

Afin de justifier la compatibilité des déchets avec le milieu récepteur et préalablement au démarrage de la constitution des verses, l'exploitant réalise une étude de caractérisation des différents types de déchets (internes et externes) acceptables en complétant les caractéristiques énoncées ci-dessus par :

- la définition d'une méthodologie de constitution d'un ou plusieurs échantillons permettant de garantir la représentativité du volume de déchet amené sur le site ;
- la définition des paramètres et des seuils d'acceptation permettant de respecter la qualité de la nappe et les objectifs de qualité de la rivière « Le Mesvrin ».

Cette étude devra permettre de définir les analyses et méthodes de contrôles des déchets acceptés ; ces analyses devront porter à minima sur les paramètres listés ci-dessous :

Paramètres à contrôler par test de lixiviation :

PARAMÈTRES	
As	Ba
Cd	Cr total
Cu	Hg
Mo	Ni
Pb	Sb
Se	Zn
Fluorures	Indice phénols
COT sur éluat (*)	FS (fraction soluble)

Paramètres à vérifier pour chacun des volumes de terre :

PARAMÈTRES
COT (carbone organique total)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)
PCB (biphényles polychlorés 7 congénères)
Hydrocarbures (C10 à C40)
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)

Les résultats de l'étude de caractérisation des différents déchets potentiellement acceptables sur le site seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées avant de débiter le remblaiement et le stockage de déchets inertes.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

Article 2.5.3.1 - Acceptation préalable

Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant. Tout apport de déchet non visé à l'article 2.5.3 est interdit.

En cas de présomption de contamination des déchets et avant leur arrivée sur la carrière, les déchets doivent faire l'objet d'une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation. Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis par l'étude de caractérisation et l'article 2.5.3. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30-402-2 ou équivalent. Une analyse de l'impact sur l'environnement de ce déchet est également réalisée. Seuls les déchets respectant les critères d'acceptabilité définis par l'étude de caractérisation sont acceptés sur le site.

Les déchets d'enrobés bitumineux ainsi que les matériaux de construction contenant de l'amiante ne sont pas acceptés.

Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant un bordereau de suivi indiquant la provenance, la destination, les quantités, les caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui attestent la conformité des matériaux à leur destination. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant. Les déchets doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inerte.

Article 2.5.3.2 - Admission des déchets inertes

Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement.

Dès l'entrée du camion de livraison sur la bascule, l'exploitant effectue un contrôle visuel des déchets. En cas de doute, ces derniers sont refusés. Le déversement direct de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant. La benne est vidée sur une plate-forme afin que l'exploitant valide la conformité des déchets. Les matériaux sont alors repris de la plate-forme de dépôt et placés au lieu de stockage définitif.

Les éventuels produits non conformes sont placés dans des bennes de refus si les quantités sont limitées.

En cas d'acceptation des déchets, un accusé de réception est délivré à l'expéditeur des déchets. En cas de refus, le préfet est informé, au plus tard 48 heures après le refus, des caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets,...).

Article 2.5.3.3 - Registre d'admission

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance de l'accusé réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage,
- la provenance et la nature des déchets (code déchets),
- les quantités des déchets,
- les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés,
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant de la vérification des documents d'accompagnement,
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 2.5.4 - Notification de remise en état

La conformité des travaux de remise en état est constatée par procès-verbal de récolement établi par l'inspection des installations classées. Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue un délit conformément aux dispositions de l'article L.514-11 du code de l'environnement.

Chapitre 2.6 - Réserves de produits ou matières consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Chapitre 2.7 - Dangers ou nuisances non prévenus

Tous dangers ou nuisances non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté ou prévues dans le dossier de demande d'autorisation sont immédiatement portés à la connaissance du préfet par l'exploitant.

Chapitre 2.8 - Incidents ou accidents

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Chapitre 2.9 - Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivant :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant toute la durée de l'autorisation.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Chapitre 3.1 - Conception des installations

Article 3.1.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

Article 3.1.2 - Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- par la limitation de la vitesse de circulation des camions et engins,
- les véhicules doivent être conformes aux normes réglementaires de construction,
- les chemins et voies d'accès doivent être régulièrement entretenus,
- par l'arrosage des pistes en période sèche, si nécessaire, excepté si la commune est couverte par un arrêté préfectoral relatif à la sécheresse,

- par un système d'aspersion automatique permettant l'humidification des granulats chargés dans les camions de la clientèle.

Article 3.1.3 - Emissions et envois de poussières

L'exploitant doit prendre des dispositions pour éviter l'émission et la propagation des poussières, en particulier les émissions de poussière sur les installations de traitement des matériaux sont abattues par pulvérisation d'un brouillard d'eau ou par tout autre dispositif équivalent.

Les « jetées » des convoyeurs de matériaux fins émettant des poussières doivent être équipées de gaines souples limitant les risques d'envol. La surface des tas de matériaux pulvérulents doit être protégée ou traitée pour éviter la dissémination des poussières au vent.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

Article 3.1.4 - Contrôle et suivi des émissions

Un réseau approprié de mesure des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place. Des mesures de retombées de poussières sont réalisées annuellement en juin, juillet, août sur au moins deux points de mesures disposés comme suit :

- en limite Sud-Ouest de l'établissement,
- en limite Nord.

Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Chapitre 4.1 - Prélèvements et consommations d'eau

L'installation de prélèvement d'eau potable est munie d'un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable sur le réseau d'eau potable. Le relevé est effectué régulièrement et les résultats sont inscrits sur un registre. L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées le registre des consommations d'eau. L'utilisation de l'eau doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie.

L'ouvrage de raccordement sur le réseau public est équipé d'un disconnecteur dont le fonctionnement est vérifié par une société agréée. Tout disconnecteur raccordé en aval d'un réseau de distribution publique doit faire l'objet d'une déclaration auprès de l'autorité sanitaire compétente. Les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et communiqués à l'autorité sanitaire compétente.

Les eaux utilisées pour l'abattage des poussières au niveau des installations de traitement et des pistes, pour le lavage des équipements et des engins mobiles et pour l'alimentation en eau de l'installation de lavage de roues et de la rampe d'aspersion, sont prélevées du fond de fouille via une citerne tampon d'un volume égal à 10 m³. Cette citerne est équipée d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé est effectué régulièrement et les résultats sont inscrits sur un registre. L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées le registre des consommations d'eau.

Chapitre 4.2 - Collecte des effluents liquides

Article 4.2.1 - Aire étanche

Le stationnement prolongé des engins de chantier, en dehors des horaires d'activité, est réalisé sur une aire étanche reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les activités de distribution d'hydrocarbures et de lavage de véhicules sont effectuées sur une aire étanche équipée d'un décanteur-déshuileur.

Article 4.2.2 - Eaux résiduaires

Les eaux de ruissellement de la carrière doivent être collectées puis traitées dans des bassins de décantation avant rejet au milieu naturel « le Mesvrin ». Trois systèmes, permettant de drainer et de traiter les eaux de ruissellement existent sur la carrière :

- S1 composé d'un bassin de décantation traitant les eaux de ruissellement issues des installations de traitement, des stockages de matériaux et de l'installation de lavage de véhicules (bassin versant 4)

- S2 composé de 4 bassins de décantation traitant les eaux de ruissellement de la verse 1 et de l'aire étanche de ravitaillement (bassin versant 3)
- S3 composé d'un bassin de rétention des eaux issues des zones d'extraction (bassin versant 2)

Afin de conserver leur efficacité, ces bassins doivent être régulièrement nettoyés.

Deux déshuileurs/séparateurs d'hydrocarbures existent au niveau de l'aire étanche de ravitaillement et de l'aire de lavage des véhicules.

Toutes les eaux de ruissellement et eaux résiduelles susceptibles d'être chargées en matière en suspension doivent être collectées et envoyées vers un système de traitement. Le rejet des eaux directement vers le milieu naturel est interdit.

Une partie des eaux de ruissellement du bassin versant 4, les eaux d'exhaure ainsi que les eaux de ruissellement du bassin versant 1, alimentent deux zones dédiées à la reproduction et à l'habitat des crapauds sonneurs à ventre jaune.

Chapitre 4.3 - Types d'effluents, ouvrages d'épuration et caractéristiques de rejet au milieu

Article 4.3.1 - Aménagement des points de rejet

Les ouvrages de rejet doivent être équipés d'un point de prélèvement d'échantillons et de points de mesure. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Article 4.3.2 - Valeurs limites d'émission des eaux vers le milieu naturel

Article 4.3.2.1 - Eaux résiduelles en sortie des déshuileurs/séparateurs d'hydrocarbures

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux vers les bassins de décantations, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètre	Concentrations maximale (mg/l)
MES	35
DCO	125
HCT	5

Article 4.3.2.2 - Eaux résiduelles du système S1, S2, S3

Tout rejet d'eau de procédé est interdit. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles issues des systèmes S1, S2, S3 dans le milieu naturel, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètre	Concentrations maximale (mg/l)
MES	35
DCO	125
HCT	2
NH4	0,2
Phosphore total	0,2

Les points de prélèvements (R1, R2 et R3) sont précisés sur le plan en annexe 6.

L'analyse est faite selon les normes en vigueur. Ces eaux doivent par ailleurs avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5 et une température inférieure à 30°C.

Article 4.3.2.3 - Cas particuliers du stockage de déchets inertes

A l'exutoire des eaux transitant par la verse 1 et par la verse 2, les paramètres suivants sont, à minima, mesurés en plus des paramètres définis à l'article 4.3.2.2 :

PARAMÈTRES	
As	Ba
Cd	Cr total
Cu	Hg
Mo	Ni
Pb	Sb
Se	Zn
Fluorures	Indice phénols
COT sur éluat (*)	FS (fraction soluble)

COT (carbone organique total)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)
PCB (biphényles polychlorés 7 congénères)
Hydrocarbures (C10 à C40)
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)

Cette liste de paramètres pourra être complétée en fonction des conclusions de l'étude de caractérisation définie à l'article 2.5.3. Si les eaux de ruissellement des installations de stockage génèrent une détérioration de la qualité des eaux, l'exploitant doit procéder au traitement et au recyclage de ces eaux.

Article 4.3.3 - Eaux sanitaires

Les eaux sanitaires sont collectées, traitées et évacuées selon le règlement sanitaire en vigueur.

Article 4.3.4 - Eaux souterraines

L'exploitant doit assurer un suivi trimestriel de la hauteur d'eau à partir au moins de trois piézomètres judicieusement implantés afin de vérifier l'absence d'impact de l'exploitation de la carrière sur la nappe, les sources et les puits privés. Les piézomètres sont convenablement implantés afin de pouvoir mesurer l'impact du stockage de déchets inertes sur la qualité des eaux souterraines.

TITRE 5 - DÉCHETS

Chapitre 5.1 - Principes de gestion

Article 5.1.1 - Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

Article 5.1.2 - Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

- les déchets d'emballage visés par les articles R543-66 à R543-72 et R543-74 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie,
- les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R543-3 à R543-15 et R543-40 du code de l'environnement. Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination),
- les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R543-131 du code de l'environnement,
- les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R543-137 à R543-152 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Article 5.1.3 - Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Article 5.1.4 - Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Les déchets d'emballage de produits explosifs peuvent être éliminés comme des déchets d'emballages banals, si la procédure d'inspection, clairement définie, permet de garantir l'absence totale de risque de souillure. Dans

le cas contraire, ils doivent être considérés comme des déchets industriels spéciaux à caractère explosif et éliminés suivant la filière réglementaire.

Article 5.1.5 - Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite. Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Article 5.1.6 - Transport

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R541-49 à R541-64 et R541-79 du code de l'environnement relatifs au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.7 - Déchets inertes et terres non polluées

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Les éléments devant a minima figurer dans ce plan sont définis à l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié.

TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Chapitre 6.1 - Dispositions générales

Article 6.1.1 - Généralités

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Article 6.1.2 - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur.

Article 6.1.3 - Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 6.1.4 - Horaires de fonctionnement

L'exploitation doit se dérouler uniquement du lundi au vendredi (samedis, dimanches et jours fériés exclus) de 7h à 21h.

Chapitre 6.2 - Niveaux acoustiques

En dehors des tirs de mine, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 sont applicables.

Article 6.2.1 - Valeurs Limites d'émergence

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 21h, sauf dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) mais inférieur à 45 dB(A)	6 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)

Article 6.2.2 - Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR allant de 7h à 21h (sauf dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	60 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

Article 6.2.3 - Mesures correctives

Article 6.2.3.1 - Poste primaire

Au plus tard **12 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- l'exploitant remplace les installations fixes de traitement primaire par de nouvelles installations mobiles en se fondant sur les performances des meilleurs techniques disponibles en matière de protection contre les nuisances sonores,
- les installations fixes primaires ne sont plus en fonctionnement,
- l'évacuation des matériaux vers le cribleur s'effectue par convoyeur à bandes,
- l'évacuation des matériaux du primaire vers le secondaire s'effectue également par convoyeur à bandes.

Les installations sont munies de bardages adaptés afin de réduire au maximum les émissions sonores. Les goulottes et trémies sont conçues de manière à atténuer au mieux le bruit. Ces modifications sont réalisées conformément au dossier d'autorisation.

Article 6.2.3.2 - Poste secondaire

Au plus tard **24 mois** à partir de la notification du présent arrêté :

- l'exploitant remplace les installations fixes de traitement secondaire par de nouvelles installations mobiles conformes aux meilleures technologies disponibles en matière de protection contre les nuisances sonores,
- les anciennes installations primaires et secondaires sont démantelées.

Les installations sont munies de bardages adaptés afin de réduire au maximum les émissions sonores. Les goulottes et trémies sont conçues de manière à atténuer au mieux le bruit. Ces modifications sont réalisées conformément au dossier d'autorisation.

Article 6.2.3.3 - Poste tertiaire

Au plus tard **12 mois** à partir de la notification du présent arrêté, les installations sont munies de bardages adaptés afin de réduire au maximum les émissions sonores. Les couvertures des bâtiments sont équipées de panneaux sandwich d'affaiblissement. Les goulottes et trémies sont caoutchoutées.

Un remplacement des installations tertiaires par de nouvelles installations mobiles conformes aux meilleures technologies disponibles en matière de protection contre les nuisances sonores devra être envisagé si les mesures susvisées ne sont pas suffisantes.

La plate-forme de stockage et de chargement des camions est aménagée (merlon de protection sonore) de manière à atténuer les émissions sonores en provenance de l'exploitation.

Des préconisations complémentaires seront également mises en place :

- le traitement des parois internes de la trémie primaire et la mise en place de grilles de crible de type polyuréthane,
- l'entretien périodique des voies de circulation afin d'éviter les ruptures de pentes répétées (accélération intempestives),
- la plantation de haies arbustives dans le cas où certaines sources de bruit seraient visibles de l'extérieur.

Chapitre 6.3 - Vibrations

Les tirs ont lieu uniquement les jours ouvrés (samedis, dimanches et jours fériés exclus). Avant chaque tir, l'exploitant est tenu d'informer, au moins 48h à l'avance, la mairie de Marmagne de la date et des horaires prévus pour l'intervention.

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (on entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

Les plans de tirs sont réalisés au cas par cas en fonction de leur situation géographique et la géométrie du fond. Lors des tirs situés à proximité du hameau de la Collonge, la charge unitaire est divisée en implantant deux, voire trois détonateurs possédant des temps de départ différents par trou de mine.

A cet effet, les technologies éprouvées les plus performantes sont utilisées. La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Chapitre 7.1 - Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportés sur un plan tenu à jour.

Chapitre 7.2 - Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixe de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger définis par la réglementation.

Chapitre 7.3 - Accès et circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies et les abords des bâtiments sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Chapitre 7.4 - Installations électriques – mise à la terre

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble des installations électriques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Chapitre 7.5 - Tirs de mines

L'exploitant assure la sécurité des personnes et des biens lors des tirs de mines. Avant chaque tir, l'exploitant fait le tour de la carrière afin d'assurer la surveillance de l'opération et ses modalités de déclenchement. Il fait évacuer les périmètres dangereux et s'assure que les voies d'accès sont gardées et annonce le tir par un signal spécifique. Aucun explosif n'est stocké sur le site.

Chapitre 7.6 - Prévention des pollutions accidentelles

Article 7.6.1 - Rétentions

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

L'entretien et la réparation d'engins sont effectués dans l'atelier sur une aire étanche bétonnée. Le lavage des engins s'effectue également sur une aire étanche située près de l'atelier et reliée à un décanteur/déshuileur.

Article 7.6.2 - Réservoirs

L'étanchéité du ou des réservoirs doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.

Les réservoirs enterrés sont exploités conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1432 (stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables).

Article 7.6.3 - Kit de première intervention

Un kit de première intervention est disponible sur la carrière et dans chaque engin en cas de pollution accidentelle par les hydrocarbures.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé.

Chapitre 7.7 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

L'exploitant transmet au chef du groupement nord, centre d'incendie et de secours de Montceau-les-Mines les plans suivants : plan de masse, plan de situation, plans détaillés par zone.

Article 7.7.1 - Définition générale des moyens

L'établissement est doté de moyens de secours incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. L'établissement doit être doté :

- d'extincteurs portatifs à eau pulvérisée et à poudre en nombre suffisant, judicieusement répartis et signalés,
- d'un poteau incendie normalisé (60m³/h) ou d'une réserve incendie de 120 m³ accessible en tout temps des sapeurs pompiers. Dans ce dernier cas, le volume doit être garanti quelque soit la période de l'année,
- d'une réserve suffisante d'émulseur.

L'exploitant doit indiquer à l'entrée du site, sur une plaque inaltérable, le point d'eau normalisé le plus proche (adresse, distance, caractéristiques du point d'eau).

Article 7.7.2 - Entretien des moyens d'intervention

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Ces matériels sont vérifiés au moins une fois l'an.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 7.7.3 - Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail et du règlement général de l'industrie extractive, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Article 7.7.4 - Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Article 7.7.5 - Accueil et guidage des secours

En cas d'intervention des secours publics pour secours à personnes ou incendie, un accueil devra être effectué à l'entrée du site par une personne désignée. Celle-ci assurera un guidage vers la zone d'intervention. Les abords des bâtiments sont aménagés afin de permettre l'accès et une circulation aisée pour les engins de secours et de lutte contre l'incendie.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES

Chapitre 8.1 - Distribution de carburants

Article 8.1.1 - Appareils de distribution

L'habillage des parties de l'appareil de distribution où interviennent les liquides inflammables (unités de filtration, de pompage, de dégazage, etc.) doit être en matériaux de catégorie A1.

Les parties intérieures de la carrosserie de l'appareil de distribution et du local l'abritant doivent être ventilées de manière à ne permettre aucune accumulation des vapeurs des liquides distribués.

Les appareils de distribution sont installés et équipés de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté.

Toutes dispositions sont prises pour que les égouttures sous les appareils de distribution n'entraînent pas de pollution du sol ou de l'eau. Lorsque l'appareil est alimenté par une canalisation fonctionnant en refoulement, l'installation est équipée d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement l'arrivée de produit en cas d'incendie ou de renversement accidentel du distributeur.

Les appareils de distribution sont ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues.

Article 8.1.2 - Flexibles

Les flexibles de distribution ou de remplissage doivent être conformes à la norme en vigueur. Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés régulièrement en fonction de leur usure (au plus tard six

ans après leur date de fabrication). Les flexibles ne doivent pas traîner sur l'aire de distribution. Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Un dispositif approprié doit empêcher que celui-ci ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible doit être changé après toute dégradation.

Article 8.1.3 - Dispositifs de sécurité

Toute opération de distribution ou de remplissage doit être contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir quand le niveau maximal d'utilisation est atteint.

Les opérations de dépotage de liquides inflammables ne peuvent être effectuées qu'après mise à la terre des camions citerne. Les opérations de remplissage ne peuvent être effectuées qu'après mis à la terre des réservoirs mobiles.

Article 8.1.4 - Mise à la terre des équipements

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, bâtiments, charpentes...) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Article 8.1.5 - Exploitation

Les opérations de chargement et de déchargement doivent être effectuées sous la surveillance de l'exploitant ou d'une personne de l'entreprise désignée par lui. Le ravitaillement est effectué sur une aire étanche raccordée à un séparateur d'hydrocarbures. Le ravitaillement en dehors de cette aire étanche est interdit.

Il lui appartient de contrôler, avant chaque remplissage du réservoir, que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produit à livrer sans risque de débordement.

En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage doit être fermé par un obturateur étanche.

En dehors des opérations de jaugeage, l'orifice permettant un jaugeage direct doit être fermé par un tampon hermétique. Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

L'exploitant est en mesure de fournir une estimation des stocks ainsi qu'un bilan « quantités réceptionnées, quantités délivrées » pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques

Article 8.1.6 - Installations électriques

Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente selon la réglementation en vigueur.

L'installation électrique comportera un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre en cas de fausse manoeuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution du carburant. La commande de ce dispositif sera placée en un endroit facilement accessible.

Article 8.1.7 - Interdiction des feux

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un " permis de feu ". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

Les prescriptions que doit observer l'utilisateur seront affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes et ce au niveau de chaque appareil de distribution. Elles concerneront notamment l'interdiction de fumer, d'utiliser un téléphone portable (le téléphone doit être éteint), d'approcher un appareil pouvant provoquer un feu nu, ainsi que l'obligation d'arrêt du moteur.

Article 8.1.8 - Consignes de sécurité et d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du code du travail et du règlement général de l'industrie extractive, des consignes précisant les modalités d'application sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- les modes opératoires ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visée par les risques « incendie » et « atmosphères explosives » ;

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits...

L'exploitant assure une formation du personnel lui permettant :

- d'être sensibilisé aux risques inhérents à ce type d'installation ;
- de vérifier régulièrement le bon fonctionnement des divers équipements pour la prévention des risques ;
- de prendre les dispositions nécessaires sur le plan préventif et à mettre en œuvre, en cas de besoin, les actions les plus appropriées.

Article 8.1.9 - Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation sera dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et, à minima, protégée comme suit :

- pour chaque îlot de distribution : un extincteur homologué 233 B,
- pour l'aire de distribution et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables : une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque (sans être inférieure à 100 litres) et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre (la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries),
- pour le tableau électrique : un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes),
- sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale anti-feu.

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

Chapitre 9.1 - Programme d'auto surveillance

Article 9.1.1 - Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

Chapitre 9.2 - Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance

Article 9.2.1 - Eaux

L'exploitant fait réaliser tous les trimestres des mesures de la qualité des eaux rejetées en sortie des systèmes S1, S2 et S3 selon les dispositions définies à l'article 4.3.2.2.

L'exploitant fait réaliser tous les trimestres des mesures de la qualité des eaux rejetées en sorties des deux déshuileurs/séparateurs d'hydrocarbures selon les dispositions définies à l'article 4.3.2.1.

L'exploitant fait réaliser deux fois par an des mesures de la qualité des eaux rejetées aux exutoires des verses 1 et 2 en se basant sur les paramètres définis à l'article 4.3.2.3.

Des analyses de la qualité des eaux de la rivière du Mesvrin sont réalisées deux fois par an, en période de basses et hautes eaux. L'ensemble des paramètres cités à l'article 4.3.2.1 sont mesurés en deux points du Mesvrin, en amont et aval de la carrière. Les résultats de ces analyses sont transmis à la police de l'eau compétente sur la rivière « le Mesvrin ».

L'exploitant doit assurer un suivi trimestriel de la hauteur d'eau à partir au moins de trois piézomètres judicieusement implantés afin de vérifier l'absence d'impact de l'exploitation de la carrière sur la nappe, les sources et les puits privés. Les piézomètres sont convenablement implantés afin de pouvoir mesurer l'impact du stockage de déchets inertes sur la qualité des eaux souterraines.

L'eau prélevée fait l'objet, deux fois par an, de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité de l'installation en se basant sur les paramètres définis à l'article 4.3.2.3. Les résultats de mesures sont consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...) et sont transmis à l'inspection des installations classées annuellement. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

L'ensemble de ces analyses et mesures est effectué sous la responsabilité et aux frais de l'exploitant. Ils doivent permettre de vérifier le respect des dispositions des articles 4.1 et 4.3.2. Les résultats obtenus sont consignés dans des registres. Ils sont tenus à la disposition des installations classées. Un bilan annuel est transmis à l'inspection des installations classées.

Article 9.2.2 - Déchets

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre établi conformément aux dispositions nationales. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

Concernant l'apport de déchets inertes, l'exploitant doit faire un rapport annuellement au préfet sur les types et quantités de déchets admis et les éventuels effets néfastes constatés ainsi que sur les mesures prises pour y remédier. A cette fin, l'exploitant adresse chaque année au préfet la déclaration avant le 1er avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente. Il y indique, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site.

Article 9.2.3 - Niveaux sonores

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée sous un délai de douze mois à la notification du présent arrêté puis tous les ans, par un organisme ou une personne qualifiée. Cette mesure doit être réalisée en période d'exploitation et dans des conditions représentatives de l'activité.

Article 9.2.4 - Vibrations

Le respect des vitesses fixées au chapitre 6.3 du présent arrêté est vérifié à chaque tir de mine au niveau des habitations les plus proches. L'exploitant doit mettre en place une procédure d'auto-surveillance des tirs de mines par enregistrement des vibrations et de la surpression. Les résultats de cette auto-surveillance, les enregistrements, les commentaires, le positionnement et les plans de tirs sont conservés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Chapitre 9.3 - Suivi, interprétation et diffusion des résultats

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto-surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Les rapports correspondants sont tenus à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Chapitre 9.4 - Contrôles

L'inspecteur des installations classées peut procéder ou faire procéder à des prélèvements, analyses et mesures des eaux rejetées de toute nature, des émissions à l'atmosphère, des déchets ou des sols, ainsi qu'au contrôle du niveau sonore et à des mesures de vibrations. Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

TITRE 10 - DISPOSITIONS EXECUTOIRES

Chapitre 10.1 - Adaptation des prescriptions

L'administration se réserve la faculté de fixer ultérieurement des prescriptions complémentaires que le fonctionnement ou la transformation de cette installation rendrait nécessaire pour la protection de l'environnement et ce, sans que le titulaire puisse prétendre de ce chef à une indemnité ou à un dédommagement quelconque.

Chapitre 10.2 - Inspection

Le titulaire de la présente autorisation devra se soumettre à la visite de son site par l'Inspection des Installations Classées, par tous les agents commis à cet effet par l'administration préfectorale en vue d'y faire les constatations qu'ils jugeront nécessaires.

Chapitre 10.3 - Publication

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée doit être affiché à la mairie de Marmagne pendant une durée minimale d'un mois avec mention de la possibilité de consulter sur place pour les tiers, le texte des prescriptions.

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité doit être dressé par les soins de M. le maire de Marmagne.

Un avis doit être inséré, par mes soins et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

Chapitre 10.4 - Exécution

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, Mme la sous-préfète d'Autun, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bourgogne, M. le maire de Marmagne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- Mme la directrice départementale des territoires de Saône-et-Loire,
- M. le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Saône-et-Loire,
- M. le directeur régional des affaires culturelles à Dijon,
- Mme la déléguée territoriale de Saône-et-Loire de l'agence régionale de santé,
- M. le président du conseil général de Saône-et-Loire,
- M. le directeur départemental des services incendie et secours de Saône-et-Loire,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile de Saône-et-Loire,
- M. le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Bourgogne,
- M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL de Saône-et-Loire,
- au pétitionnaire.

FAIT à Mâcon, le 19 janvier 2011

Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Magali SELLES

SOMMAIRE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	2
CHAPITRE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	2
CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS.....	2
CHAPITRE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	4
CHAPITRE 1.4 - CAPACITÉ DE PRODUCTION ET DURÉE DE L'AUTORISATION.....	4
CHAPITRE 1.5 - PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT.....	5
CHAPITRE 1.6 - GARANTIES FINANCIÈRES.....	5
CHAPITRE 1.7 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	6
CHAPITRE 1.8 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....	7
CHAPITRE 1.9 - ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES.....	7
CHAPITRE 1.10 - RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.....	8
TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	8
CHAPITRE 2.1 - AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES.....	8
CHAPITRE 2.2 - CONDUITE DE L'EXPLOITATION.....	9
CHAPITRE 2.3 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	10
CHAPITRE 2.4 - PLAN D'ÉVOLUTION.....	10
CHAPITRE 2.5 - REMISE EN ÉTAT DU SITE.....	11
CHAPITRE 2.6 - RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	15
CHAPITRE 2.7 - DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS.....	15
CHAPITRE 2.8 - INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	15
CHAPITRE 2.9 - DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	15
TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	15
CHAPITRE 3.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	15
TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	16
CHAPITRE 4.1 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	16
CHAPITRE 4.2 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	16
CHAPITRE 4.3 - TYPES D'EFFLUENTS, OUVRAGES D'ÉPURATION ET CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	17
TITRE 5 - DÉCHETS.....	18
CHAPITRE 5.1 - PRINCIPES DE GESTION.....	18
TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	19
CHAPITRE 6.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	19
CHAPITRE 6.2 - NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	19
CHAPITRE 6.3 - VIBRATIONS.....	21
TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	21
CHAPITRE 7.1 - PRINCIPES DIRECTEURS.....	21
CHAPITRE 7.2 - INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES DANS L'ÉTABLISSEMENT.....	21
CHAPITRE 7.3 - ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT.....	21
CHAPITRE 7.4 - INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES — MISE À LA TERRE.....	22
CHAPITRE 7.5 - TIRS DE MINES.....	22
CHAPITRE 7.6 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	22
CHAPITRE 7.7 - MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.....	22
TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES.....	23
CHAPITRE 8.1 - DISTRIBUTION DE CARBURANTS.....	23
TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....	25
CHAPITRE 9.1 - PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE.....	25
CHAPITRE 9.2 - MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE.....	25
CHAPITRE 9.3 - SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS.....	26
CHAPITRE 9.4 - CONTRÔLES.....	26
TITRE 10 - DISPOSITIONS EXECUTOIRES.....	27
CHAPITRE 10.1 - ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS.....	27
CHAPITRE 10.2 - INSPECTION.....	27
CHAPITRE 10.3 - PUBLICATION.....	27
CHAPITRE 10.4 - EXÉCUTION.....	27
Annexes :	
1 - Plan de l'état final	2 - Plans de phasage
3 - Principe de l'état final du site avec aménagements	4 - Aménagements écologiques
5 - Plan avec identification des points de rejets	

7

Le Sous-Préfet
Directeur de Cabinet

Hervé FOURMENTE



Echelle 1/5 000

0 m 50 m 100 m 150 m 200 m

Emprise du site
Renouvellement
Extension

- Falaise
- Eboulis
- Végétalisation
- Front de taille résiduel
- Route
- Chemin
- Limite communale
- Prairie / Friche
- Plan d'eau
- Bois / haies
- Cours d'eau
- Point coté en mètre NAF
- Courbe de niveau
- Bât
- Voie ferrée

Annexe 1

ETAT FINAL

LES GAUDIAUX

Le Mesvrin

RD 61

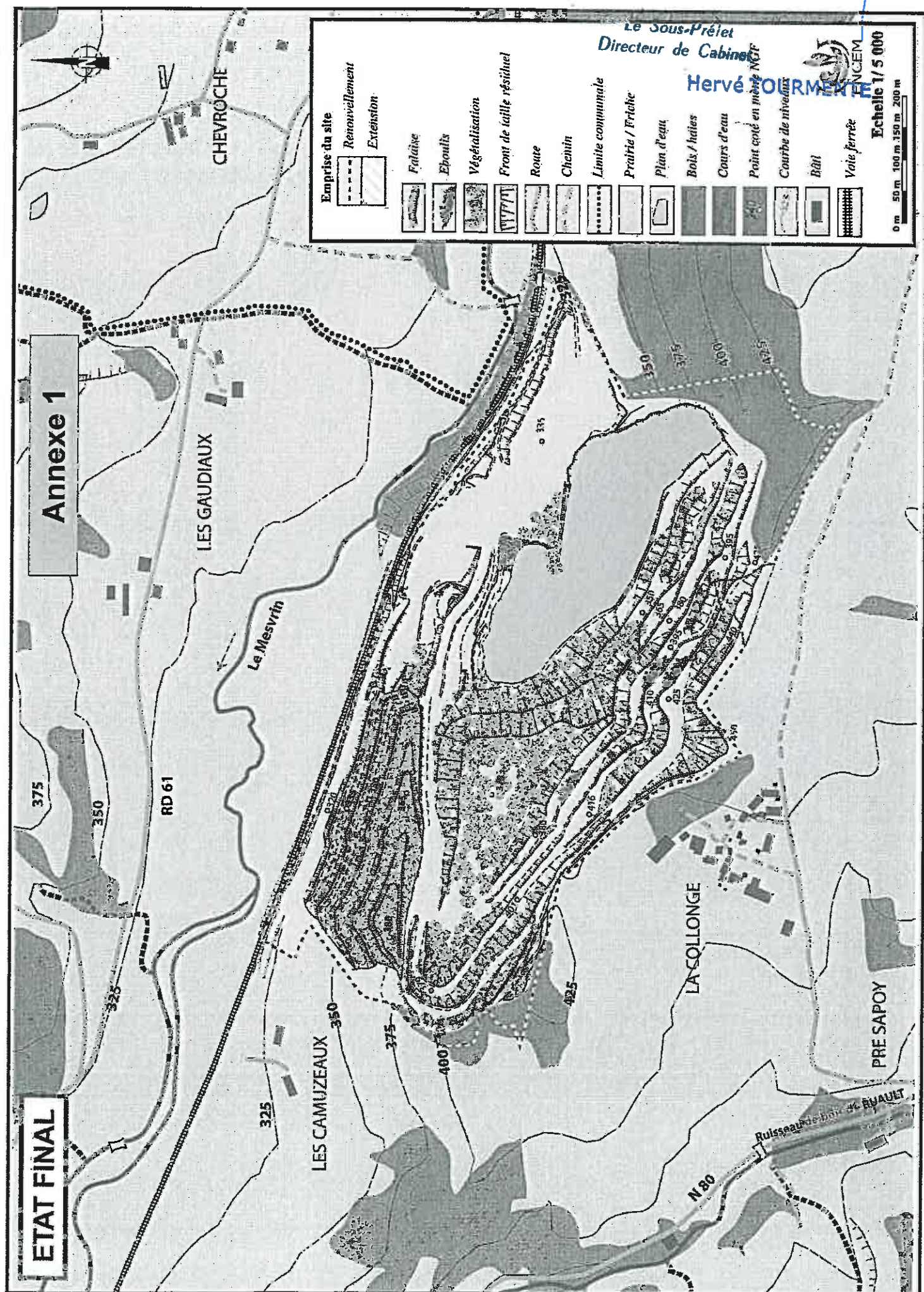
LES CAMUZEUX

LA COLLONGE

PRE SAPOY

N 80

Ruisseau de la Rivière de la Vallée

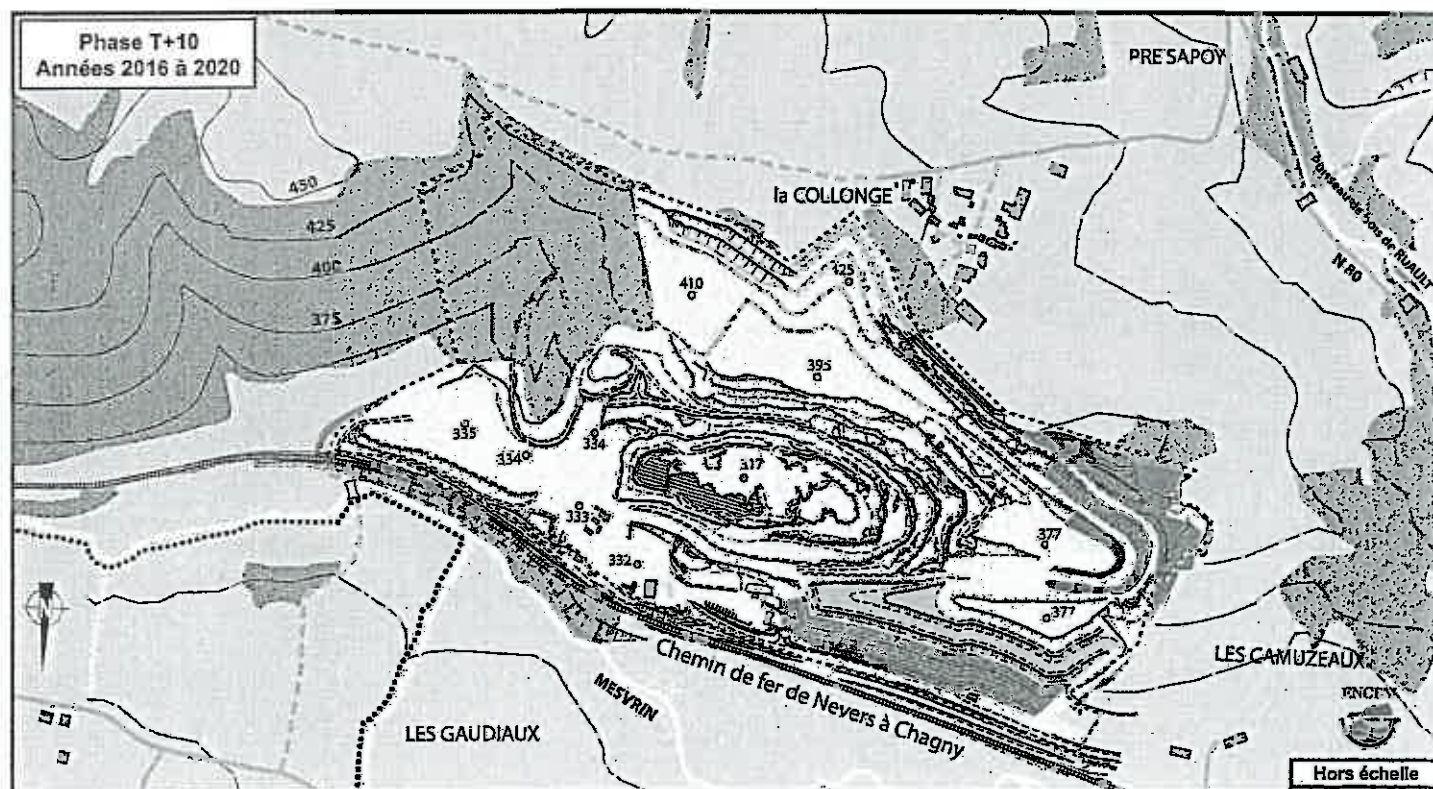
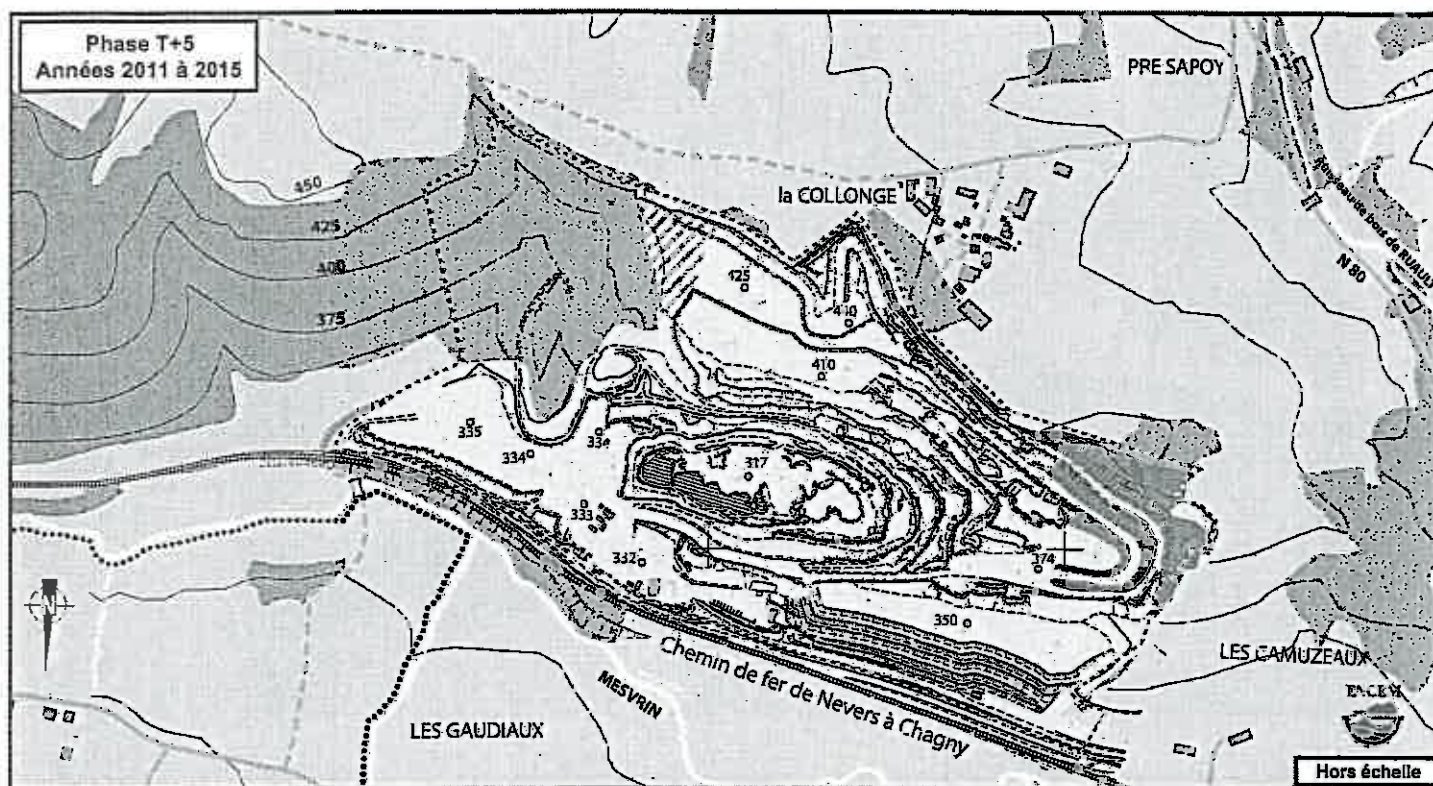


ANNEXE 2 : Plans de phasage

Le Sous-Préfet
Directeur de Cabinet,
Hervé TOURMENTE

Légende :

- | | |
|---|--|
|  Emprise du site |  Progression du front de taille lors de cette phase |
|  Secteur décapé lors de cette phase |  Secteur remis en état lors de cette phase |
|  Front de taille issu des phases précédentes |  Secteur remis en état lors des phases précédentes |



Légende :



Emprise du site



Secteur décapé lors de cette phase



Front de taille issu des phases précédentes



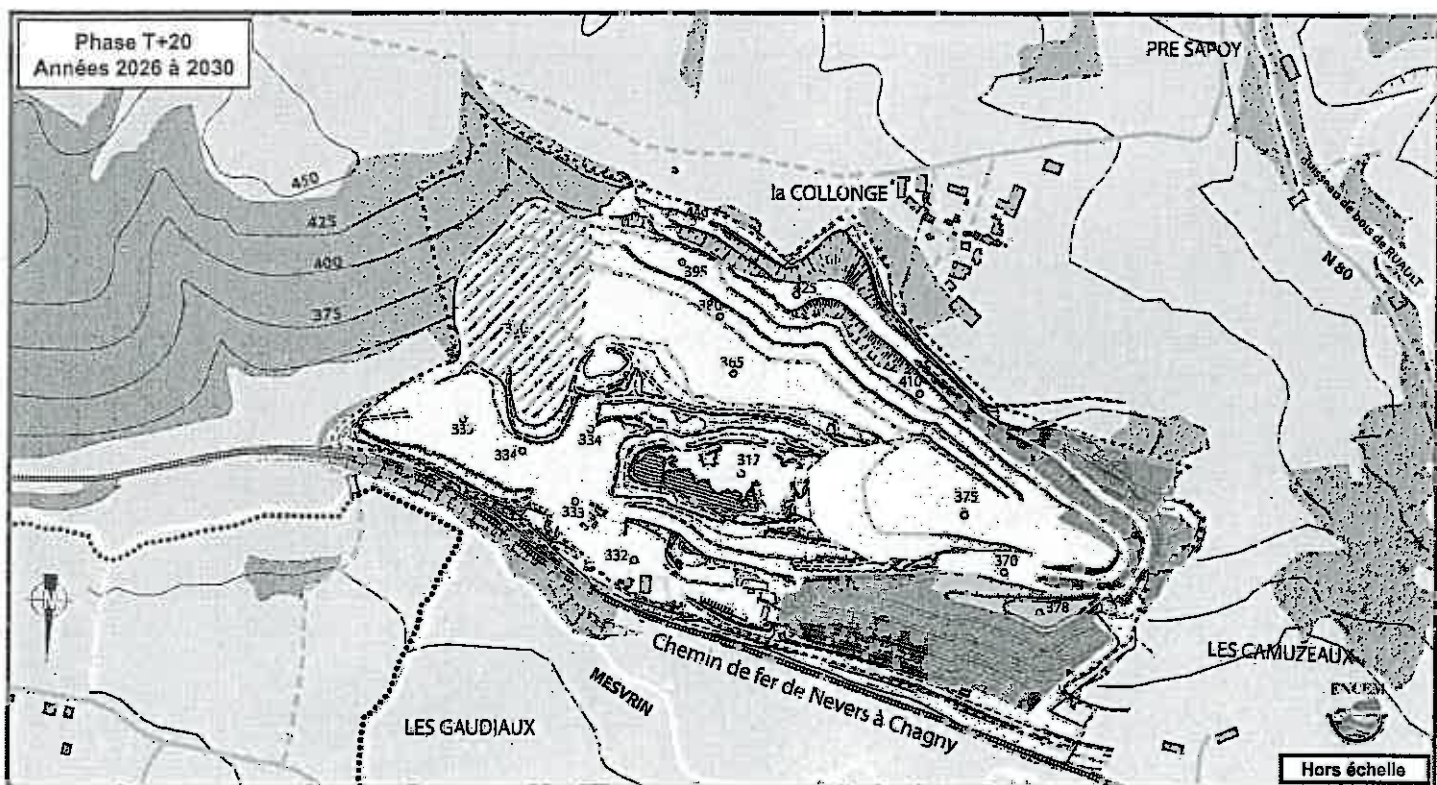
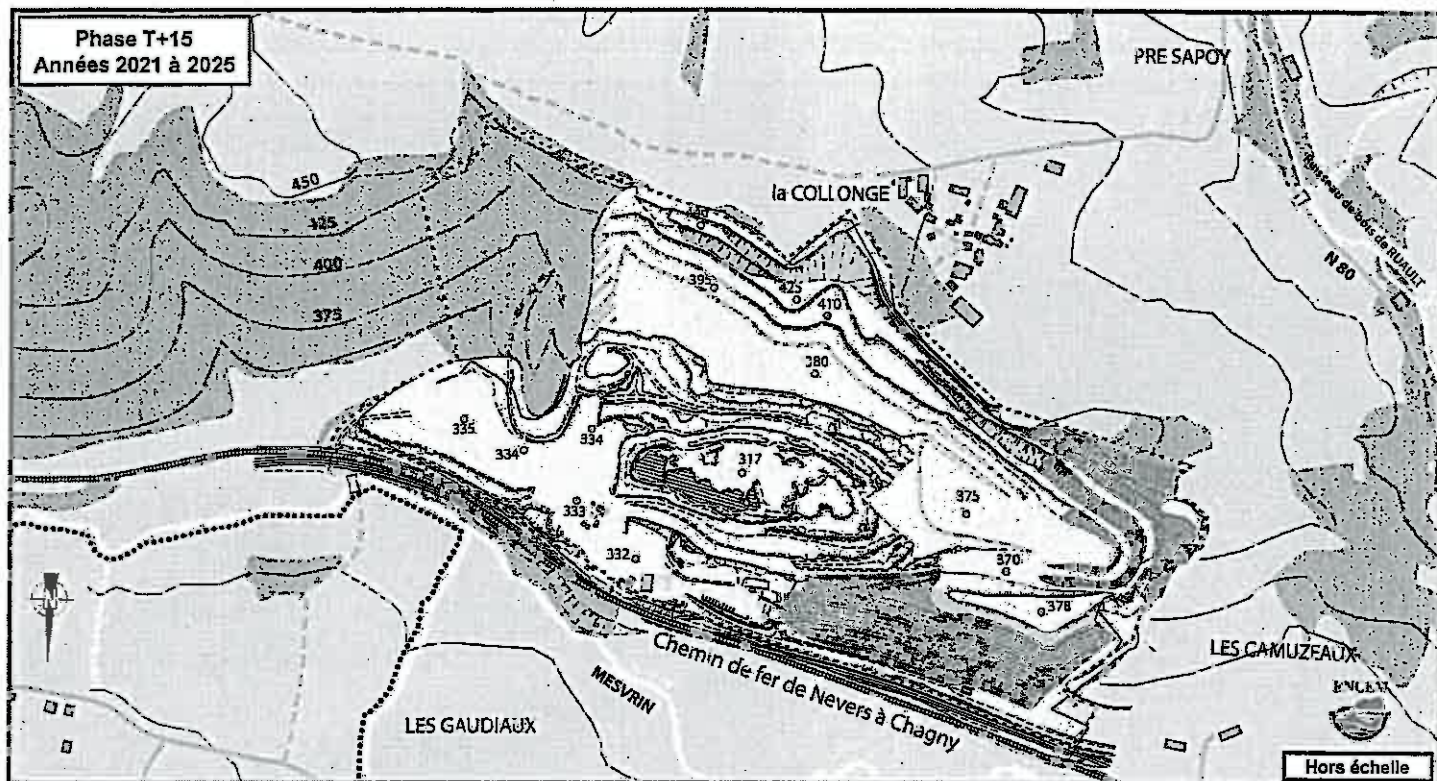
Progression du front de taille lors de cette phase



Secteur remis en état lors de cette phase



Secteur remis en état lors des phases précédentes



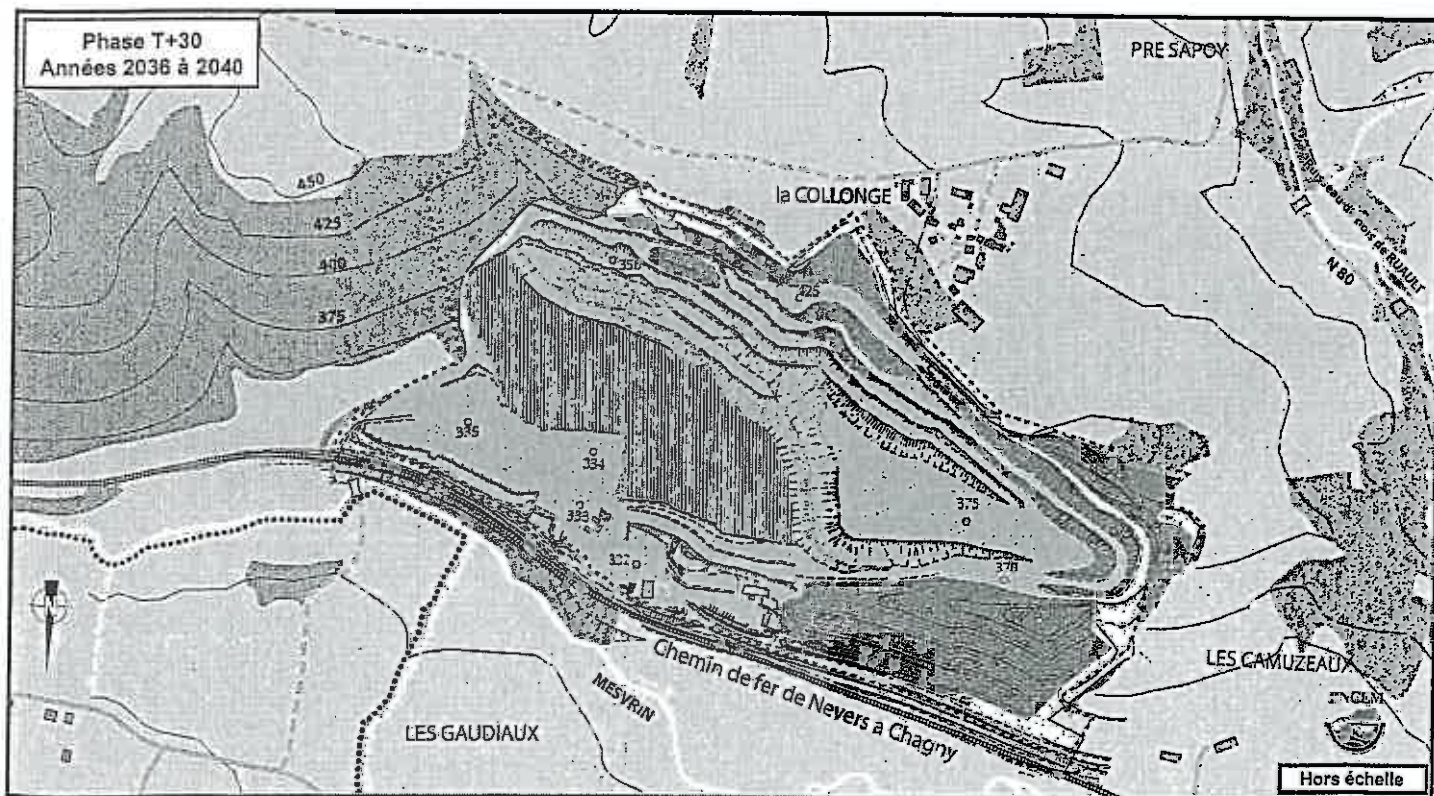
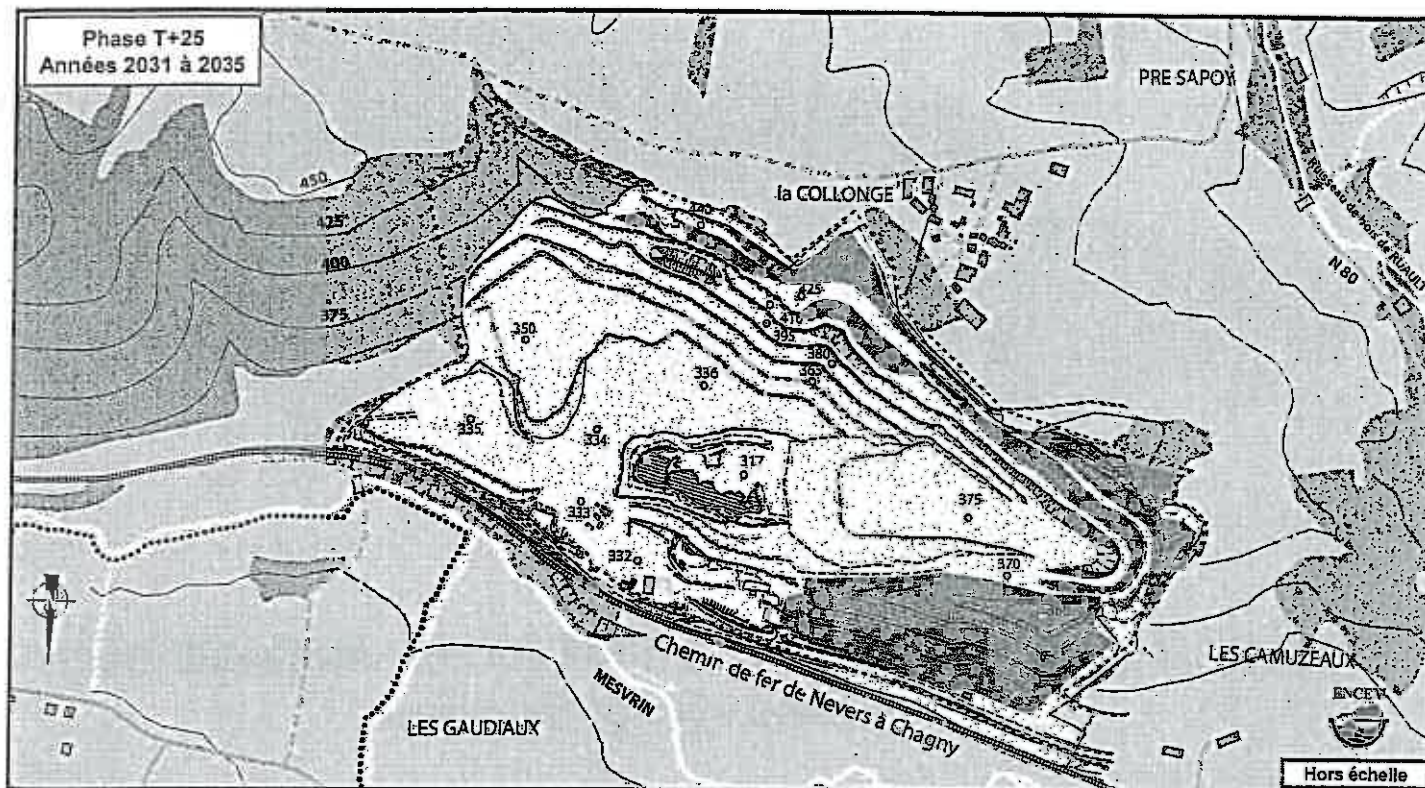
19 JAN. 2011

Pour le Préfet,

Le Sous-Préfet
Directeur de Cabinet,
Hervé TOURMENTE

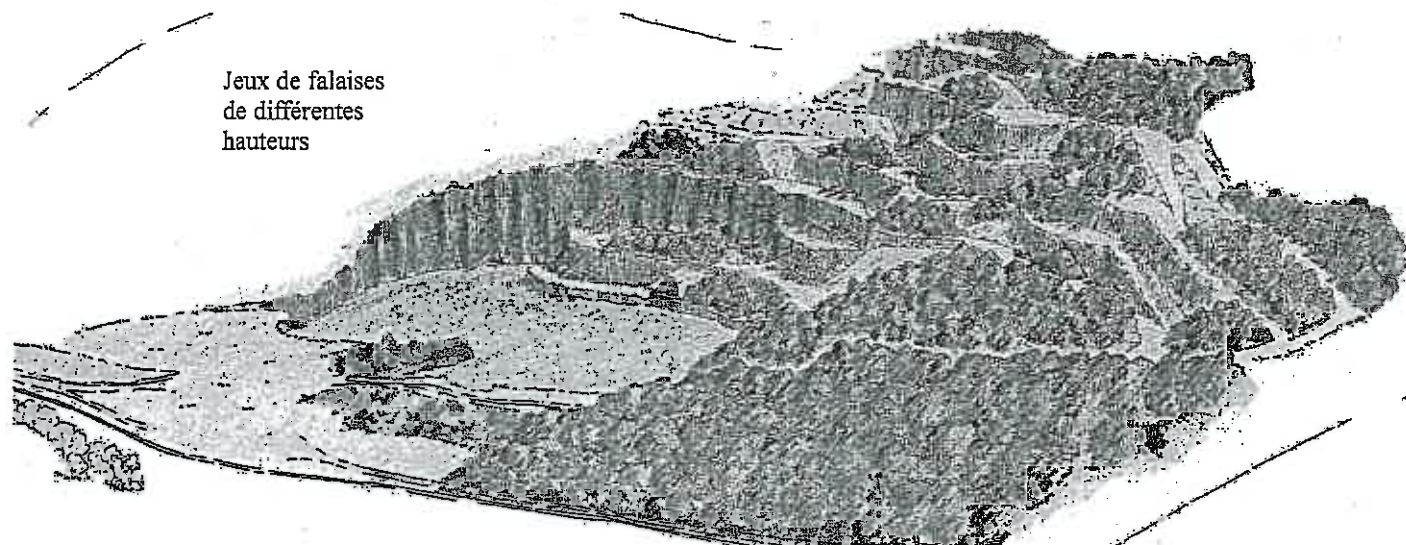
Légende :

- | | | | |
|---|---|---|--|
|  | Emprise du site |  | Progression du front de taille lors de cette phase |
|  | Secteur décapé lors de cette phase |  | Secteur remis en état lors de cette phase |
|  | Front de taille issu des phases précédentes |  | Secteur remis en état lors des phases précédentes |

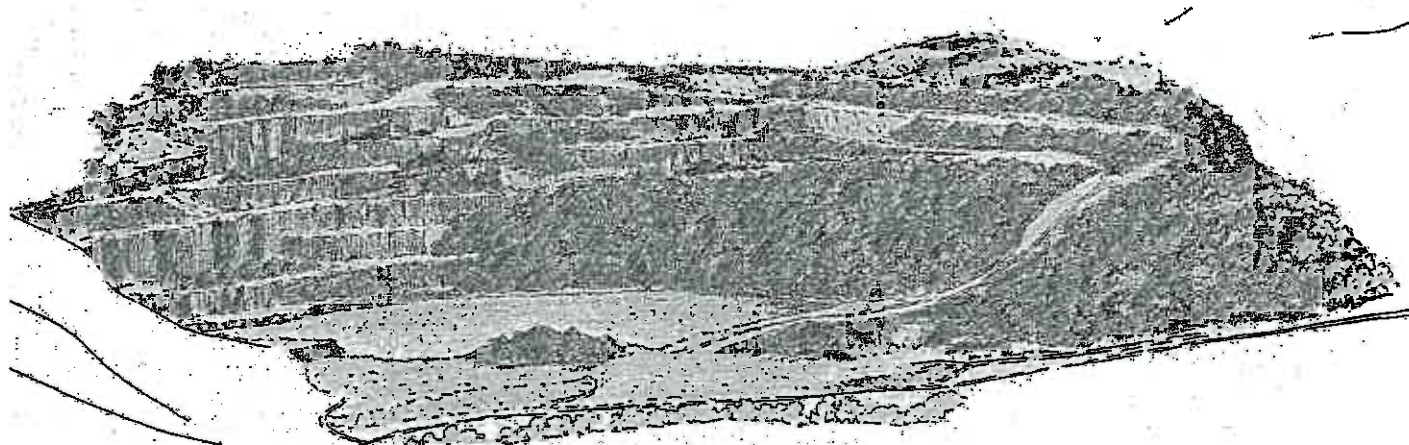


Annexe 3

Jeux de falaises
de différentes
hauteurs



**PRINCIPE DE L'ETAT FINAL DU SITE AVEC AMENAGEMENTS
(remblais et végétalisation)**

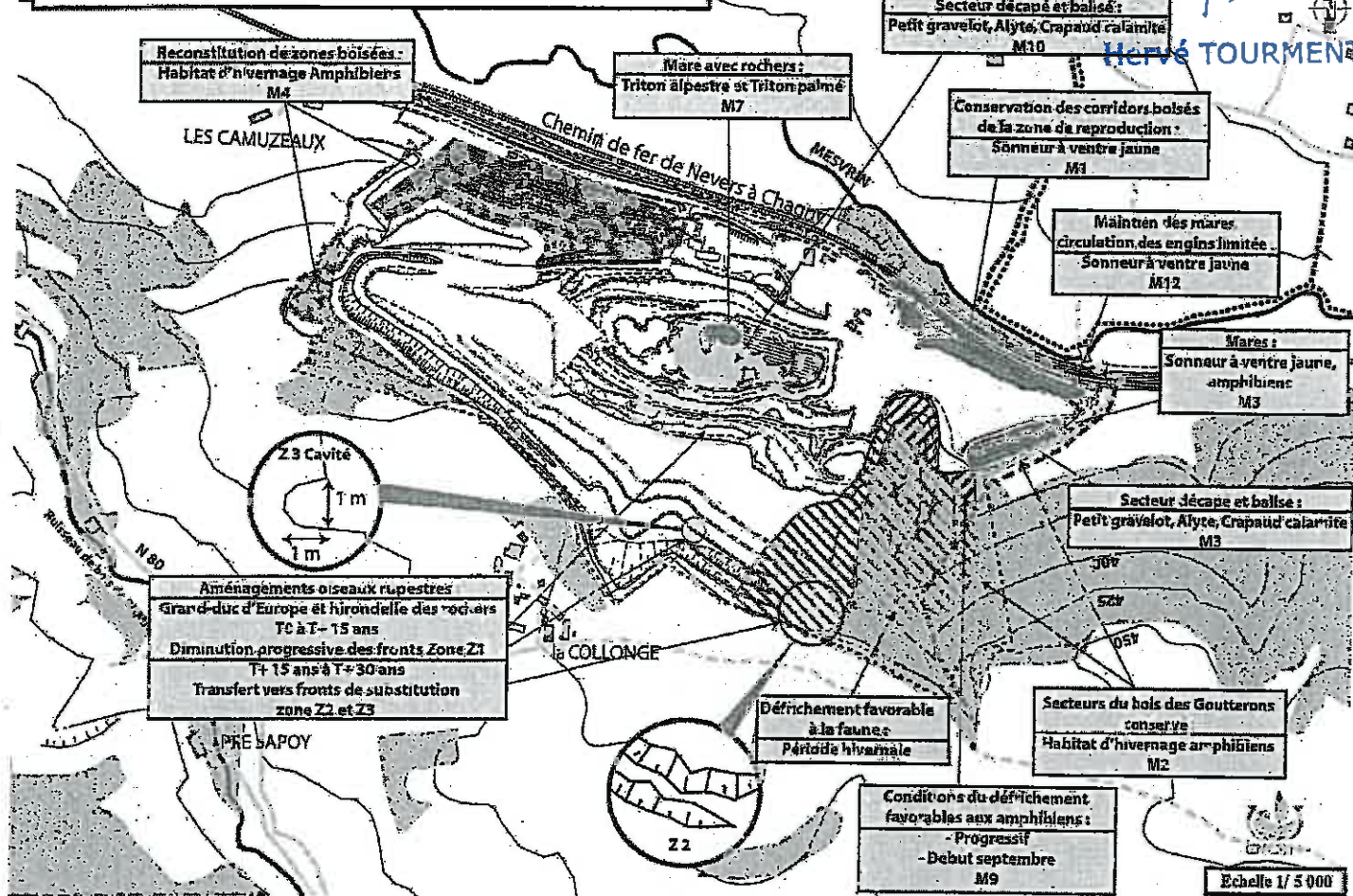


ANNEXE 4

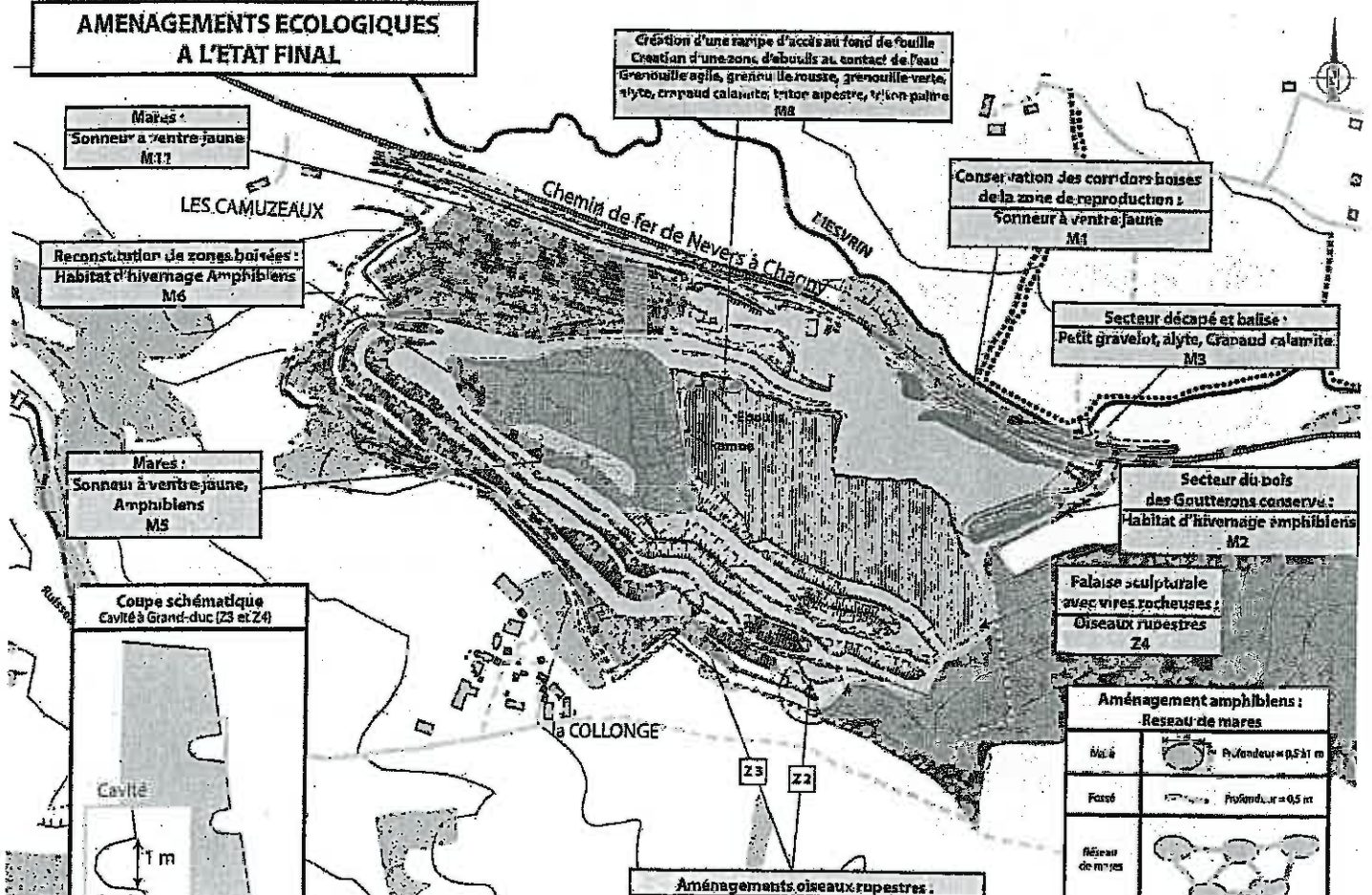
Le Sous-Préfet
Directeur de Cabinet,

HERVÉ TOURMENT

AMENAGEMENTS ECOLOGIQUES DURANT L'EXPLOITATION SITUATION A T+15 ANS



AMENAGEMENTS ECOLOGIQUES A L'ETAT FINAL



ANNEXE 5

50 m

25

0

Plan de situation des points de rejet dans le milieu naturel

Déshuileurs

Puits

R1

R3

R2

